

**À BAS LA FARCE PARLEMENTAIRE : L'ASSEMBLÉE EST MINORITAIRE !
À BAS CHIRAC : IL EST AUSSI ILLÉGITIME QUE SON GOUVERNEMENT !
IL N'Y A RIEN À EN ATTENDRE, IL N'Y A RIEN À NÉGOCIER AVEC EUX !
NOUS POUVONS LES VAINCRE : PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE !
IL FAUT IMPOSER L'APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

Malgré les gigantesques manifestations du 28 mars (3 millions de personnes dans les rues, un record historique !), malgré la grève générale étudiante depuis plusieurs semaines et son extension aux lycéens, malgré les sondages clairs et nets (68 % de la population et 80 % des jeunes pour le retrait du CPE), malgré l'affaiblissement et la division du gouvernement, Chirac a donc décidé de ne pas céder. Il a annoncé :

• **Maintien du CPE pour l'essentiel**, moyennant quelques aménagements qui ne changent rien sur le fond puisque les jeunes pourront toujours être licenciés pendant un an sous prétexte qu'ils ne conviendraient pas au poste (alors que, jusqu'à aujourd'hui, la « période d'essai », identique pour tous, durait quelques jours, au plus quelques semaines selon les professions) ; dès lors, les jeunes seront toujours discriminés par rapport aux autres salariés ; et l'existence même de cette inégalité inadmissible pèsera considérablement sur les droits et les conditions de travail de tous les autres travailleurs, qui seront constamment menacés d'être remplacés par des jeunes plus malléables car moins protégés.

LES DIRECTIONS SYNDICALES DOIVENT REFUSER TOUTE « NÉGOCIATION » AVEC CE PARLEMENT ET APPELER À UNE MANIFESTATION NATIONALE À L'ASSEMBLÉE !

Bref, Chirac a beau prétendre qu'« il n'y ni vainqueur, ni vaincu », **ce sont bien les jeunes et les travailleurs qui seront une fois de plus vaincus s'ils ne déjouent pas sa manœuvre !** Mais comment expliquer cette véritable provocation d'un président aussi illégitime que discrédité ? Pendant des semaines, les directions syndicales et les partis de gauche institutionnels (PS, PC, Verts...) en ont appelé « solennellement » à Chirac, présenté comme « arbitre », au lieu d'en appeler... à la grève générale jusqu'à la victoire. Ils ont ainsi déployé un tapis rouge pour qu'il se livre à sa manœuvre de vendredi soir. Cette manœuvre vise à démobiliser les jeunes et les travailleurs : en saisissant le Parlement pour qu'il vote une nouvelle loi qui amènerait de manière marginale le CPE, Chirac espère gagner du temps, il compte sur l'essoufflement du mouvement et il espère que les directions des syndicats et des partis de gauche préféreront se livrer au jeu des discussions parlementaires plutôt que d'appeler à la grève générale. Ces directions ont refusé jusqu'à présent cet appel parce qu'elles ne veulent pas d'une crise politique ouverte qui poserait la question de chasser Chirac, son gouvernement et son Assemblée, qui donc ébranlerait les institutions de la Ve République et bouleverserait le calendrier

IL FAUT ORGANISER DES DÉLÉGATIONS MASSIVES DE JEUNES ET DE TRAVAILLEURS AUX SIÈGES DES SYNDICATS POUR EXIGER QU'ILS APPELLENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE

Les grévistes, les syndicalistes et syndicats combattifs à tous les niveaux, tous ceux qui en ont assez des « journées d'action » sans perspective, *tous ceux qui refusent que le mouvement en cours aboutisse à une nouvelle défaite* comme en 2003 (mouvement contre la réforme des retraites), 2004 (changement de statut d'EDF-GDF) et de 2005 (mouvement lycéen, grève de la SNCM...) doivent se battre tous ensemble pour l'extension de la grève aux travailleurs, à commencer par ceux des services publics et des grosses entreprises. Il faut donc lutter dans les AG et les syndicats pour :

• **Constituer des cortèges qui aillent parler directement aux travailleurs des entreprises et aux syndicats de base**, en proposant partout la convocation d'AG et la grève ;

• **Maintien tels quels de tous les autres articles de la loi dite « sur l'égalité des chances »** : exploitation des jeunes dès 14 ans sous prétexte d'« apprentissage » ; travail de nuit et le dimanche dès 15 ans ; suppression des allocations familiales pour les parents dont les enfants sont absents à l'école ou rétifs à leur autorité ; nouvelles subventions et exonérations de contributions sociales et fiscales pour le patronat ; etc.

• **Maintien tel quel du CNE**, le Contrat nouvelle embauche imposé par Villepin l'été dernier ; or il est identique au CPE pour les salariés des petites et moyennes entreprises : quel que soit leur âge, ils peuvent être licenciés sans motif à tout moment pendant deux ans.

• **Poursuite de la politique générale de Chirac-Villepin-Sarkozy**, dans le cadre de l'Union européenne capitaliste, pourtant sanctionnée le 29 mai 2005 : poursuite des privatisations, à commencer par celle de GDF sous prétexte de fusion avec Suez ; attaques contre les acquis sociaux, la Sécurité sociale, les hôpitaux, les services publics ; attaques contre les sans-papiers et les droits des étrangers en général...

électoral : les partis de gauche parlementaire et les principales directions syndicales, qui leur sont liées, veulent bien appeler les jeunes et les travailleurs à manifester contre le CPE, mais ils veulent surtout que la lutte de classe reste subordonnée à leur objectif politicien de remporter les élections en 2007...

S'ils veulent vraiment vaincre Chirac, son gouvernement et son Parlement, ils doivent cesser d'appeler les travailleurs et les jeunes à ces « journées d'action » sans lendemain dont la seule perspective est... une prochaine « journée d'action » ! Si les directions syndicales veulent vraiment que les jeunes et les travailleurs gagnent tous ensemble, elles doivent cesser d'appeler les agents de l'énergie à une journée de mobilisation particulière... le 11 avril, et elles doivent faire du combat contre la privatisation de GDF et pour la défense de tous les services publics un élément majeur du combat d'ensemble contre la politique de ce gouvernement, un aspect du combat pour la grève générale. Chirac et son gouvernement céderaient en quelques jours face à une extension de la grève étudiante et lycéenne aux secteurs-clés de l'économie : transports, énergie, télécommunications, grandes entreprises. Étant donné la profondeur et la popularité du mouvement actuel, ils seraient vaincus en quelques jours par une paralysie du pays.

• **Faire voter des motions demandant aux directions syndicales d'appeler à la grève générale jusqu'à la victoire et à une manifestation nationale à l'Assemblée** : c'est cette exigence que leur a adressée la Coordination nationale étudiante de Dijon le 19 mars ; c'est un tel appel à la reconduction et à la généralisation de la grève qu'ont lancé plusieurs intersyndicales départementales, comme celles de Gironde, de la Vienne, de Loire-Atlantique...

• **Aller porter ces motions aux sièges des syndicats, à tous les niveaux**, par l'organisation de « délégations massives » d'étudiants, de lycéens et de travailleurs, comme l'ont fait les étudiants de l'Université de Tolbiac reçus par la CGT le 3 avril.

Pour tout contact : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr